

Ann JACOBS
Professeur de droit pénal et de procédure pénale à l'Université de Liège

Mis à jour par
Patrick LAMBOTTE
Assistant en droit pénal et en procédure pénale à l'Université de Liège
Avocat au Barreau de Liège

SOMMAIRE

INTRODUCTION	P 82/1
1. La notion de peine de travail	P 82/2
2. Champ d'application	P 82/3
3. Mise en œuvre	P 82/4
3.1. Prononcé d'une peine de travail	P 82/4
3.2. Représentation du prévenu	P 82/5
3.3. Motivation du jugement	P 82/5
3.4. Fixation de la durée de la peine de travail	P 82/5
3.5. Détermination du contenu de la peine de travail	P 82/5
3.6. Compétence territoriale	P 82/6
3.7. Exécution de la peine de travail	P 82/7
3.8. Inexécution de la peine de travail	P 82/8
3.9. Prescription de la peine de travail	P 82/9
3.10. Statut du condamné à une peine de travail	P 82/9
3.11. Peine de travail, suspension du prononcé et sursis	P 82/9
4. Dispositions particulières	P 82/10
4.1. Peine de travail et circonstances atténuantes	P 82/10
4.2. Peine de travail et concours	P 82/11
4.3. Les antécédents judiciaires et la récidive	P 82/11
5. Cas non réglés par la loi	P 82/11
5.1. Les peines accessoires	P 82/11
5.2. L'excuse de provocation	P 82/12
5.3. La détention préventive	P 82/12
6. Le casier judiciaire	P 82/13
7. L'application de la loi dans le temps	P 82/15
8. Bibliographie sommaire	P 82/16

(page réservée)

INTRODUCTION

La peine de travail a été insérée dans le Code pénal¹ par la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police. La loi est entrée en vigueur, dans la plupart de ses dispositions, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, soit le 7 mai 2002.

En dépit du flou ayant entouré l'élaboration de la loi², l'on peut dire que celle-ci se situe dans un courant de remise en question des courtes peines d'emprisonnement et de recherche de solutions de rechange à ces peines inefficaces, dans bien des cas, et inutilement dommageables en termes de réinsertion sociale.

Même si, techniquement parlant, se posera la question de la gravité respective des peines d'amende, d'emprisonnement et de travail, ne fût-ce que pour régler la question de l'application de la loi dans le temps, la peine de travail ne peut être considérée *a priori* comme une peine mineure. Elle constitue bien une peine en soi, pouvant, à certains égards, rivaliser en lourdeur et en contrainte avec les peines classiques. En effet, contrairement à l'emprisonnement qui constitue une peine purement passive, à subir, la peine de travail est une peine qui appelle une implication personnelle importante de la part du condamné, qui oblige au respect de jours de présence, d'horaires, de règles propres au lieu de prestation. Ce sont aussi ces aspects qui sont sans doute les plus porteurs en termes de réinsertion.

La loi belge conçoit la peine de travail comme peine *autonome*, à savoir, il ne s'agit pas simplement de remplacer la peine de prison par une peine de travail, mais bien de penser la peine autrement. La peine de travail constitue dorénavant une peine à part entière, indépendante de la peine d'emprisonnement. Tant son prononcé que la détermination de son *quantum* et de ses modalités doivent répondre à des critères propres.

Malheureusement, la logique ainsi adoptée par le législateur et ressortant de l'intitulé même de la loi n'a pas été poursuivie jusqu'au bout par celle-ci. Pour cela, il aurait fallu passer en revue l'ensemble des dispositions pénales et, à côté des peines d'amende et d'emprisonnement, fixer la peine de travail pouvant être prononcée, en précisant son minimum et son maximum pour chaque infraction. Le législateur a fait

¹ La peine de travail était visée initialement par les articles 37ter à 37quinquies du Code pénal mais a dû migrer vers les articles 37quinquies à 37septies, suite à la loi du 7 février 2014 insérant la peine de surveillance électronique aux articles 37ter et 37quater du Code pénal.

² S'il a été affirmé haut et fort à l'entame des travaux préparatoires que la peine de travail vise à diminuer le recours à l'emprisonnement, au fil des discussions sont apparus d'autres motifs à son introduction, tels la lutte contre le sentiment d'impunité et d'insécurité, le décongestionnement des établissements pénitentiaires, etc.

l'économie de ce travail – fastidieux, il est vrai – en délimitant de manière générale le champ d'application de la peine de travail et en fixant le nombre d'heures pouvant être prononcé, d'une part, pour l'ensemble des contraventions et, d'autre part, pour l'ensemble des délits et crimes correctionnalisables entrant dans son champ d'application, sans distinction de gravité des infractions.

1. La notion de peine de travail

Dorénavant, en matière correctionnelle et de police, sont prévues comme peines principales outre la peine d'amende, l'emprisonnement, la peine de surveillance électronique, la peine de travail et la peine de probation autonome (art. 7, al. 2 C.P.) ; il est précisé que ces quatre dernières peines ne peuvent être cumulées. En revanche, il n'est pas interdit de prononcer à la fois une de ces peines et une amende¹. À la différence des travaux d'intérêt général qui pouvaient accompagner une suspension du prononcé ou un sursis probatoire, la peine de travail est prononcée comme peine principale.

La peine de travail est effectuée gratuitement par le condamné pendant le temps laissé libre par ses éventuelles activités scolaires ou professionnelles. Elle ne peut être exécutée qu'auprès des services publics de l'État, des communes, des provinces, des Communautés et des Régions ou auprès d'associations sans but lucratif ou de fondations à but social, scientifique ou culturel, sans pouvoir consister en un travail généralement exécuté par des travailleurs rémunérés (art. 37*sexies*, § 1^{er} C.P.)². On retrouve ici, dans les grandes lignes, les mêmes précisions que pour les travaux d'intérêt général en matière de médiation et de probation. En pratique, la peine de travail consistera par exemple en du travail de classement dans une bibliothèque communale, d'entretien de parcs urbains, de réparation de dégâts divers, tels que les graffitis, d'actions envers les personnes âgées ou défavorisées, etc. Certaines communes disposent à cet égard d'un service d'encadrement de mesures judiciaires alternatives (SeMJA) servant d'interface entre les lieux de prestation et les maisons de justice et coordonnant les prestations.

La peine de travail se mesure en heures de prestations : 20 h au minimum et 300 h au maximum. La peine de police ne dépasse pas 45 h ; une peine de plus de 45 h constitue une peine correctionnelle (art. 37*quinquies*, § 2, al. 1^{er} C.P.).

Chaque fois qu'il prononce une peine de travail, le juge prononce en même temps une peine subsidiaire qui pourra trouver à s'appliquer en cas d'inexécution de la peine de travail ; cette peine subsidiaire d'amende ou d'emprisonnement doit être contenue dans

¹ Le fait que le prévenu ait subi ou soit en détention préventive ne fait pas, à notre sens, obstacle au prononcé d'une peine de travail (voy. *infra*, point 5.4.).

² Voy. également la circulaire n° 2004/MinFP/001 du 29 janvier 2004 relative à l'accueil de personnes condamnées à une peine de travail et de mineurs d'âge.

les limites « des peines prévues pour l'infraction et par la loi en fonction de [la] saisine [du juge] », en d'autres termes, en tenant compte de la correctionnalisation ou de la contraventionnalisation.

Il est à noter que même si la loi d'incrimination à laquelle il est renvoyé prévoit elle-même une peine subsidiaire, il n'est évidemment pas possible pour le juge de prononcer une deuxième peine subsidiaire au cas où la première ne serait pas exécutée¹.

2. Champ d'application

Le champ d'application de la peine de travail, réduit par la loi du 5 février 2016 dite « Pot-pourri II », est délimité par l'article 37quinquies du Code pénal.

La peine de travail peut être prononcée pour des faits de nature à entraîner une peine de police ou correctionnelle (y compris après correctionnalisation). Sont toutefois exclus les faits suivants :

- les faits qui seraient punissables, s'ils n'étaient pas transmués en délits, d'une peine maximale supérieure à vingt ans de réclusion (les crimes punissables d'une peine de réclusion de 20 à 30 ans ou d'une réclusion à perpétuité) ;
- les faits visés aux articles 375 à 377 du Code pénal (viol et attentat à la pudeur qualifié²) ;
- les faits visés aux articles 379 à 387 du Code pénal (corruption de la jeunesse, prostitution et outrage public aux mœurs, si les faits ont été commis sur des mineurs ou à l'aide de mineurs) ;
- les faits visés aux articles 393 à 397 (homicides volontaires) (art. 37quinquies, § 1^{er}, al. 2 C.P.).

Notons que, par application de l'article 100 du Code pénal, la peine de travail concerne aussi bien les infractions prévues par les législations particulières que celles du Code pénal. En revanche, elle ne concerne évidemment pas les personnes morales, les peines applicables à ces dernières étant reprises à l'article 7bis du Code pénal³.

¹ Si l'on prend l'exemple des coups et blessures simples (art. 420 C.P.), une peine de travail peut être prononcée (art. 37quinquies C.P.). Quant à la peine subsidiaire, elle sera déterminée par référence à l'article 420 du Code pénal : ce sera une amende de 50 à 500 EUR ou un emprisonnement de huit jours à six mois ; il n'est cependant pas possible de prononcer une amende comme peine subsidiaire et un emprisonnement au cas où cette dernière ne serait pas exécutée. En ce sens, Cass., 19 mai 2004, (R.G. n° P.03.1550.F), *Rev. dr. pén.*, 2004, p. 1086 et note A. JACOBS, « La peine subsidiaire d'une peine de travail ».

² Que la victime soit majeure ou mineure.

³ Voir v° Responsabilité pénale des personnes morales (R 130).

3. Mise en œuvre

3.1. *Prononcé d'une peine de travail*

Lorsqu'une peine de travail est envisagée par le juge, requise par le ministère public ou sollicitée par le prévenu, le juge explique au prévenu en quoi cela consiste et à quoi il doit s'attendre. Il l'entend dans ses observations et doit recueillir son accord sur le principe du prononcé d'une peine de travail. Il peut aussi – sans qu'il n'en ait l'obligation – se faire éclairer par un rapport d'information succinct et/ou une enquête sociale¹ ; dans ce cas, c'est la maison de justice de l'arrondissement judiciaire du lieu de résidence du prévenu qui s'en chargera². Il est à noter toutefois que le rapport ou l'enquête ne peut contenir que les éléments pertinents de nature à éclairer le juge sur l'opportunité de la peine envisagée (art. 37*sexies*, § 2, al. 3 C.P.)³.

Aux fins d'éclairer le juge sur les possibilités effectives d'exécuter des peines de travail, il est prévu que chaque section du Service des maisons de justice communique deux fois par an une liste des activités existantes, qui se prêtent à l'accomplissement de la peine de travail dans l'arrondissement, au procureur du Roi et au président du tribunal de première instance ainsi que, sur simple demande, à toute personne pouvant justifier d'un intérêt (parmi elles, figureront évidemment le juge de police et les avocats). Il faut néanmoins observer que ce rapport semestriel n'est pas sans poser question, notamment sous l'angle de l'égalité entre les justiciables : il ne faudrait pas, en effet, que cela ait pour conséquence que les juges renoncent à prononcer des peines de travail dans les arrondissements dans lesquels les initiatives destinées à identifier des lieux de prestation font défaut, plutôt que de stimuler pareilles initiatives. En outre, l'on peut douter de l'efficacité d'un tel rapport dans la mesure où la situation est en continu mouvement, d'une part, et où le condamné n'exécutera pas nécessairement sa peine de travail dans l'arrondissement dans lequel il est jugé, mais bien dans l'arrondissement de sa résidence, d'autre part. La loi du 27 décembre 2006 prévoit la mise en place de structures de concertation, au niveau tant fédéral que local, avec pour mission de réunir régulièrement les instances concernées par l'exécution de la peine de travail, afin d'évaluer leur collaboration.

¹ Alors que l'enquête sociale vise à éclairer le juge sur la situation socio-économique du prévenu dans son ensemble, le rapport d'information succinct répond à des questions précises.

² L'arrêté royal du 7 juin 2000 détermine les principes généraux en matière d'usage de l'enquête sociale et du rapport d'information succinct dans les matières pénales.

³ À noter qu'il faut lire « article 37*quinquies* » plutôt que « article 37*ter* » dans le texte des articles 37*sexies* § 2 et 37*septies* § 3 du Code pénal.

3.2. Représentation du prévenu

S'il est dit que le tribunal doit entendre le prévenu dans ses observations et obtenir son consentement avant de prononcer une peine de travail, l'article 37^{quinq}ies, § 3, alinéa 1^{er} du Code pénal prévoit qu'une peine de travail ne peut être prononcée que si le prévenu est présent à l'audience *ou représenté* ; il n'est donc pas tenu de comparaître personnellement à l'audience mais une peine de travail ne peut être prononcée par défaut. Le prévenu peut donner son consentement soit en personne, soit par l'intermédiaire de son avocat.

3.3. Motivation du jugement

Sans préjudice de l'obligation de motivation imposée par l'article 195 du Code d'instruction criminelle (motivation de la décision sur la culpabilité, du choix de la peine et de son taux)¹, si le juge refuse de prononcer une peine de travail sollicitée par le prévenu ou requise par le ministère public, il doit motiver spécialement sa décision sur ce point (art. 37^{quinq}ies, § 3 alinéa 2 C.P.), c'est-à-dire justifier son refus d'avoir recours à cette peine de rechange.

3.4. Fixation de la durée de la peine de travail

Le tribunal doit fixer la durée de la peine en déterminant un nombre d'heures de travail à prester (art. 37^{quinq}ies, § 4.). À cet effet, comme on l'a relevé, il ne dispose d'aucune fourchette spécifique à chaque infraction ; dès lors que les faits sont punissables d'une peine de police, il peut prononcer une peine de travail allant de 20 h à 45 h, tandis que si les faits sont passibles d'une peine correctionnelle, la peine de travail se situera entre 46 h et 300 h. Il est évident que si le jugement omettait de préciser le nombre d'heures de travail à prester, il serait illégal et ne pourrait être mis à exécution.

3.5. Détermination du contenu de la peine de travail

Le juge peut, après avoir déterminé la durée de la peine de travail, donner des indications concernant son contenu concret (art. 37^{quinq}ies, § 4), mais il ne lui appartient pas de préciser ou de décrire en quoi elle consistera effectivement ; ainsi pourrait-il ordonner que la peine de travail soit en relation avec l'infraction, mais sans pouvoir en préciser le lieu ou les modalités ; ce rôle incombe à l'assistant de justice du lieu de résidence du condamné chargé du suivi de celui-ci, sous le contrôle de la commission de probation du même lieu (art. 37^{sept}ies, § 1^{er} C.P.).

¹ Voir l'article 163 pour le tribunal de police.

Il est à noter que, en donnant des indications quant au contenu de la peine, le tribunal peut également tenir compte des intérêts des victimes (art. 37^{quinquies}, § 3 C.P.). Soulignons que c'est bien sous ce registre, et non du point de vue de l'opportunité de la peine de travail, que l'intérêt des victimes (quel que soit leur statut juridique) pourra – il s'agit bien d'une faculté – être pris en compte¹.

Lorsqu'une peine de travail est prononcée et coulée en force de chose jugée, le greffier transmet dans les 24 heures une expédition de la décision au président de la commission de probation compétente ainsi qu'à la maison de justice, laquelle désigne sans délai l'assistant de justice qui assurera le suivi du condamné (article 37^{septies} § 2 du Code pénal).

Il appartient donc à l'assistant de justice de déterminer concrètement le contenu de la peine, à savoir la nature, le lieu et le moment des prestations. À cette fin, il convoque le condamné à la maison de justice pour l'entendre dans ses observations et en tient compte dans la mesure du possible, tout en respectant les indications éventuelles du juge (art. 37^{septies}, § 3). Cela permet par exemple à l'assistant de justice de prendre en considération les obligations familiales du condamné, ses difficultés de déplacement, son état de santé, ses capacités physiques ou intellectuelles, etc., de manière à ce que la peine soit adaptée. C'est l'assistant de justice qui prend contact avec un lieu de prestation et négocie les conditions d'accueil du prestataire.

Le contenu concret de la peine de travail est notifié dans une convention que doit signer le condamné et dont il reçoit copie. L'assistant de justice en adresse également une copie, dans un délai de trois jours ouvrables, à la commission de probation (art. 37^{septies}, § 3, al. 2).

La détermination du contenu de la peine de travail se fait sous le contrôle de la commission de probation qui peut donc à tout moment, d'office, sur réquisition du ministère public ou à la requête du condamné, préciser ou adapter le contenu concret de la peine, sous réserve du respect dû aux indications éventuelles du jugement de condamnation (art. 37^{septies}, § 3, al. 1^{er}).

3.6. Compétence territoriale

C'est la maison de justice de l'arrondissement du tribunal qui statue qui fournira les informations relatives aux places disponibles pour prêter une peine de travail.

¹ Voir la disposition parallèle en matière de sursis et de probation dans l'article 1^{er}*bis*, § 1^{er} de la loi du 29 juin 1964.

En revanche, c'est un assistant de justice de la maison de justice du lieu de résidence du condamné qui rédigera, le cas échéant, l'enquête sociale ou le rapport d'information succinct et qui assurera le suivi du condamné, ce qui indique que c'est en principe bien dans l'arrondissement de sa résidence (au moment où le jugement ou l'arrêt passe en force de chose jugée) que le condamné effectuera sa peine de travail. Dans la foulée, ce sera la commission de probation du même arrondissement qui exercera le contrôle prévu par la loi. Rien ne semble cependant s'opposer à la prestation de la peine de travail dans un arrondissement voisin pour autant que l'intéressé marque son accord sur cette solution et que celle-ci ne lui inflige pas des déplacements exagérément longs qui constitueraient, en fait, un alourdissement de la peine.

Lorsque le condamné réside à l'étranger, la commission de probation territorialement compétente est alors celle du lieu où a été prononcée la condamnation en première instance et non plus la commission de probation du lieu de résidence du condamné.

Le Code pénal prévoit également une procédure de transfert de la compétence à une nouvelle commission de probation, dans des cas exceptionnels et sur demande motivée du condamné, lorsque celui-ci change de résidence (art. 37septies, § 2 alinéa 3)¹.

3.7. Exécution de la peine de travail

La peine de travail doit être exécutée dans les douze mois de la date à laquelle la décision de condamnation est passée en force de chose jugée, sous la réserve que la commission de probation peut, d'office ou à la demande du condamné, prolonger ce délai, sans qu'aucune limite dans le temps soit prévue (art. 37quinquies, § 2, al. 2 C.P.). Pour ce faire, la commission de probation aura recours à la faculté d'adaptation de la peine qui lui est reconnue par l'article 37septies, § 3 ; il faut cependant relever qu'aucune procédure n'est prévue à cette fin par la loi.

L'exécution de la peine de travail se fera selon la convention de prestation qui sera la plus claire possible pour éviter toute difficulté et contestation. Le rôle de l'assistant de justice au cours de la phase d'exécution de la peine de travail n'est pas très clair dans la loi. Il doit assurer le suivi du condamné à une peine de travail, dit la loi (art. 37septies, § 1^{er} C.P.). Rappelons que dans le cadre des travaux d'intérêt général prestés à l'issue d'une médiation ou d'une probation, il était clair que l'assistant de justice assurait une guidance sociale. Si la loi ne l'exclut pas pour la peine de travail, les maisons de justice ne l'ont cependant pas interprétée en ce sens ; les assistants de justice limitent donc leur intervention au contrôle de l'exécution de la mesure.

¹ Cette procédure de transfert est également applicable aux condamnés qui ne possèdent pas de résidence en Belgique.

Si l'exécution de la peine de travail soulève des problèmes mineurs, relatifs par exemple aux horaires ou aux jours de prestation, l'assistant de justice prendra lui-même les contacts utiles pour surmonter la difficulté. En revanche, si le problème rencontré appelle une modification substantielle du contenu de la peine (par exemple un changement de lieu de prestation), l'assistant de justice saisira la commission de probation ; celle-ci a précisément le pouvoir d'adapter ou de modifier le contenu de la peine, tout en respectant les indications éventuelles du juge.

3.8. Inexécution de la peine de travail

Pour rappel, lorsque le juge prononce une peine de travail, il y adjoint nécessairement une amende ou un emprisonnement subsidiaire, applicable en cas d'inexécution de la peine de travail. La seule balise fixée par le législateur est la fourchette de peine prévue par la loi pour l'infraction concernée.

Lorsqu'il constate l'inexécution – totale ou partielle – de la peine de travail (que l'on ne peut assimiler à des difficultés dans l'exécution, éventuellement surmontables par le biais d'une adaptation), l'assistant de justice en informe sans délai la commission de probation ; celle-ci convoque le condamné par envoi recommandé plus de dix jours avant la date retenue pour l'examen de l'affaire et en avise son conseil, le dossier étant mis à la disposition de l'un et de l'autre pendant cinq jours (art. 37septies, § 4, al. 1^{er}).

À l'issue de cette « audience » – qui a lieu en l'absence du ministère public – la commission rédige un rapport succinct ou motivé, selon le cas, en vue de l'application de la peine subsidiaire (art. 37septies, § 4, al. 2)¹.

Le rapport est envoyé par lettre simple au condamné ; il est également communiqué au ministère public et à l'assistant de justice (art. 37septies, § 4, al. 3 C.P.) et n'est pas susceptible de recours².

À l'issue de cette procédure, le ministère public a la *faculté* de mettre à exécution la peine d'emprisonnement ou l'amende prévue par la décision de condamnation à titre de peine subsidiaire, et ce, en tenant compte de la peine de travail déjà exécutée par le condamné, dit le texte (art. 37septies, § 4, al. 4 C.P.). Aucune indication n'est donnée au parquet à cet égard. On observera que c'est ici le seul moment où le ministère public

¹ Il s'agit bien de la peine subsidiaire, même si le texte parle de peine de substitution.

² La Cour constitutionnelle n'y voit pas de violation de la Constitution (C. const., 11 janvier 2007, n° 2/2007, *Rev. dr. pén.*, 2007, p. 742).

intervient et retrouve son pouvoir normal d'appréciation dans l'exécution de la peine de travail¹.

Il est à noter que, actuellement, les peines subsidiaires à une peine de travail échappent en principe à la circulaire du ministre de la Justice du 4 novembre 1993 relative à l'inexécution des courtes peines de prison.

3.9. Prescription de la peine de travail

En fonction de la nature qu'elle revêt – peine de police ou peine correctionnelle – la peine de travail se prescrit par 1 ou 5 ans (art. 92 et 93 C.P.).

Dans l'hypothèse où la peine de travail aurait été partiellement exécutée, son exécution, pour autant qu'elle soit effective, interrompt la prescription². Un nouveau délai de prescription recommencera donc à courir dès que l'exécution de la peine de travail cesse.

3.10. Statut du condamné à une peine de travail

Celui qui est condamné à une peine de travail, dès lors qu'il ne perçoit pas de salaire, ne se situe pas dans les liens d'un contrat de travail et ne ressortit pas à la sécurité sociale ; il ne perd pas le bénéfice d'éventuelles allocations de chômage ou autres. Sa responsabilité civile est couverte par une police d'assurance contractée par le Service public fédéral.

3.11. Peine de travail, suspension du prononcé et sursis

La loi du 29 juin 1964 concernant la suspension du prononcé, le sursis et la probation a été modifiée à plusieurs égards, notamment par les lois du 17 avril 2004, 10 avril 2014 et la loi du 5 février 2016 (Pot-pourri II).

¹ La Cour constitutionnelle, par un arrêt sur question préjudicielle n° 46/2011 du 30 mars 2011, a jugé que le fait que le ministère public, et non un juge, décide de l'exécution de la peine de substitution, sans qu'il y ait de recours possible contre sa décision, n'était pas incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution combinés ou non avec l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle a en outre estimé qu'il était raisonnablement justifié que la commission de probation siège sur la question de l'inexécution de la peine de travail en dehors de la présence du ministère public.

² O. MICHIELS et S. DERRE, «Le point sur la peine de travail», in A. JACOBS (dir.), *Actualités de droit pénal et de procédure pénale (II)*, Commission Université-Palais (C.U.P.), vol. 69, Bruxelles, Larcier, 2004, p. 205. Encore faut-il pouvoir déterminer avec exactitude ce que l'on entend par «l'exécution effective» d'une peine de travail? Là réside toute la difficulté. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette dernière; elle aurait donc un effet interruptif de prescription. Tant la doctrine que la jurisprudence ne semblent toutefois pas encore s'être prononcées sur la question.

Depuis la loi « Pot-pourri II », le juge qui prononce une peine de travail ne peut plus l'assortir d'un sursis, total ou partiel, simple ou probatoire (article 8, § 1^{er} alinéa 3 de la loi du 29 juin 1964).

Notons que cette absence de possibilité de sursis est justifiée de la manière suivante : « la clémence doit ici aller de pair avec une exécution effective et inconditionnelle »¹.

Cette justification a déjà été critiquée par de nombreux auteurs qui estiment qu'il s'agit d'une « conception dépassée » et « contraire à la ratio legis des peines autonomes »².

Il faut souligner que les travaux d'intérêt général sont supprimés dans le cadre de la probation³ ; seule la formation subsiste.

Enfin, en ce qui concerne le sursis, il faut attirer l'attention sur le fait que rien ne fait obstacle à ce qu'un prévenu qui ne se trouve plus dans les conditions d'obtention d'un sursis bénéficie d'une peine de travail. Dans le même ordre d'idées, une condamnation antérieure à une peine de travail ne fait pas obstacle, en vertu des textes, à l'octroi d'une suspension du prononcé ou d'un sursis.

4. Dispositions particulières

Sans rencontrer tous les problèmes particuliers pouvant se poser, le législateur a néanmoins pris quelques dispositions spécifiques dont il n'est pas inutile de faire rapidement l'inventaire.

4.1. Peine de travail et circonstances atténuantes

La loi du 17 avril 2002 a complété l'article 85 du Code pénal prévoyant l'effet des circonstances atténuantes pour les délits⁴ ; il dispose ainsi que, lorsque le juge accorde des circonstances atténuantes, la peine de travail sera réduite au-dessous de 45 h, sans pouvoir être inférieure aux peines de police, c'est-à-dire à 20 h.

¹ Projet de loi modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice, *Doc. parl.*, sess. ord. 2015-2016, n° 54-1418/001, p. 31.

² Voy. notamment Françoise TULKENS et Frank VERBRUGGEN, cités in C. GUILLAIN et F. VANSILLETTE, « Les peines alternatives à l'emprisonnement après 'pot-pourri II' : entre désir de punitivité et souci d'amendement » in *La Loi pot-pourri II un an après*, Bruxelles, Larcier, 2017, pp. 54 et 55.

³ Cette règle est d'application depuis le 1^{er} mai 2004, sous réserve des précisions indiquées dans la partie « application de la loi dans le temps ». Les travaux d'intérêt général avaient également été supprimés dans le cadre de la médiation pénale. Ils ont toutefois été réintroduits aux paragraphes 1^{er} et 1^{er bis} de l'article 216ter du Code d'instruction criminelle par une loi du 22 juin 2005.

⁴ Le Code pénal a ainsi été modifié afin de permettre la contraventionnalisation de la peine de travail.

4.2. Peine de travail et concours

Le législateur a également adapté les règles du concours matériel entre plusieurs infractions pour les cas où une peine de travail est prononcée (art. 58 et s. C.P.). Que la règle habituelle débouche sur un cumul pur et simple ou mitigé des peines, la peine de travail prononcée ne pourra jamais dépasser 300 h. Le législateur a ainsi voulu contenir la peine de travail dans des limites raisonnables.

4.3. Les antécédents judiciaires et la récidive

Initialement, le législateur n'avait prévu aucune règle spécifique en matière de récidive. Cela avait pour conséquence que celui qui, ayant déjà été condamné à un emprisonnement d'un an au moins pour un délit (ou un crime correctionnalisé) commettait un nouveau délit (ou un crime correctionnalisé) dans un délai de cinq ans depuis qu'il avait subi ou prescrit sa peine, pouvait voir sa peine doublée, selon l'ancien article 56, alinéa 2 du Code pénal ; ainsi, la peine de travail pouvait être portée à 600 h de travail.

La loi « Pot-pourri II » a désormais réglé ce problème en insérant un dernier alinéa à l'article 56 du Code pénal, selon lequel la peine de travail ne peut, en aucun cas, excéder 300 h (article 56 alinéa 4 du Code pénal).

Par contre, l'article 56 alinéa 2 n'a quant à lui, pas été modifié, de sorte que celui qui, au moment de la commission des nouveaux faits, a déjà été condamné à une peine de travail – quelle que soit son importance – ne sera pas en état de récidive légale, puisque seul celui qui a précédemment été condamné à une peine de réclusion ou d'emprisonnement est touché par les règles de la récidive.

Enfin, comme il a déjà été précisé, une peine de travail n'empêchera pas l'octroi ultérieur d'un sursis ou d'une suspension du prononcé.

5. Cas non réglés par la loi

Un certain nombre d'hypothèses n'ont pas été envisagées par le législateur, ce qui est regrettable. On peut en évoquer l'une ou l'autre ici.

5.1. Les peines accessoires

Rien n'est dit dans la loi du 17 avril 2002 quant aux peines accessoires lorsqu'est prononcée une peine de travail. Qu'advient-il de la confiscation, de l'interdiction, des déchéances ? Elles continueront à obéir aux normes du Code pénal relatives à l'infraction concernée, selon qu'il s'agit d'une peine de police ou correctionnelle.

Ainsi, l'interdiction prévue à l'article 31 du Code pénal pourra accompagner une peine de travail sanctionnant un vol simple (art. 463 à 465 C.P.), pour ne prendre qu'un exemple. En cas de crime correctionnalisé donnant lieu à une peine de travail, on fera application de l'article 84, alinéa 2 du Code pénal qui rend l'interdiction toujours possible. La confiscation continuera, quant à elle, à obéir aux articles 42 à 43^{ter}, sans égard au fait qu'une peine de travail a été prononcée en lieu et place de la peine d'emprisonnement. Quant aux déchéances, telle la déchéance du droit de conduire¹, elles aussi resteront soumises aux règles qui les régissent. Ainsi, le juge de police, par exemple, pourra continuer à prononcer, à côté de la peine de travail, des déchéances constituant tant des mesures de sûreté que des peines².

5.2. *L'excuse de provocation*

Lorsque le juge conclut à l'existence d'une provocation en cas de coups et blessures ou d'homicide volontaires, l'article 414 du Code pénal lui indique la manière dont il opérera la réduction de peine consécutive à cette cause d'excuse. Ici encore, si le tribunal, après avoir constaté la provocation, entend remplacer la peine d'emprisonnement par une peine de travail, rien ne lui est dit sur la fourchette d'heures de travail à sa disposition. L'on peut regretter cet oubli du législateur, mais il ne serait pas raisonnable d'en déduire qu'il n'est pas possible de prononcer une peine de travail en cas de provocation.

5.3. *La détention préventive*

Le juge se trouve confronté à une difficulté supplémentaire non réglée par la loi du 17 avril 2002 lorsque, condamnant une personne qui comparaît détenue devant lui, il souhaite prononcer une peine de travail qui tient compte de la détention préventive déjà opérée pour les faits reprochés. La loi est muette à ce sujet.

La jurisprudence estime toutefois que le fait qu'un prévenu ait été placé en détention préventive ne doit pas faire obstacle au prononcé d'une peine de travail. Bien qu'il s'agisse de sanctions difficilement comparables – s'agissant, d'une part, de jours d'emprisonnement et, d'autre part, d'heures de travail à prester – le juge pourra évidemment tenir compte, pour la fixation de la fourchette de la peine de travail à

¹ Pour les cas dans lesquels elle peut être prononcée, voir A. JACOBS et M. DANTINNE, « Les peines prononcées par le tribunal de police : acquis et nouveautés », dans *Le tribunal de police en mouvement*, actes du colloque organisé par la Faculté de droit de Liège et le Jeune Barreau de Liège, 31 mai 2002, pp. 175 à 253, spéc. pp. 179 à 185.

² Sur cette distinction, voir Th. PIRAPREZ, « Le permis de conduire : retrait et déchéance », dans *Le tribunal de police en mouvement*, actes du colloque organisé le 31 mai 2002 par l'Université de Liège et le Jeune Barreau de Liège, éd. du Jeune Barreau de Liège, 2002, pp. 151 à 174, spéc. pp. 162 à 169.

effectuer, de la durée de l'emprisonnement exécuté à titre préventif par la personne condamnée¹.

6. Le casier judiciaire

Les peines de travail sont inscrites au casier judiciaire (art. 590, 1^o C.I.C.)². Les articles 593 à 597 du Code d'instruction criminelle organisent l'accès au casier judiciaire.

En abrogeant l'article 594 alinéa 1^{er}, 4^o du Code d'instruction criminelle, l'article 204 de la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la Cour d'assises a créé quelques frayeurs. En effet, les administrations publiques n'avaient pas accès au casier judiciaire, en ce qui concerne les condamnations à une peine de travail (art. 594, al. 1^{er}, 4^o C.I.C). Par un jeu de répercussion³, il était également prévu que toute personne justifiant de son identité pouvait obtenir un extrait du casier judiciaire comportant le relevé des informations enregistrées qui la concernent personnellement, à l'exception toutefois de certaines informations dont notamment les décisions condamnant à une peine de travail, et ceci en vue de lui permettre de produire un certificat de bonne conduite, vie et mœurs en dépit d'une condamnation à une peine de travail. En revanche, les autorités judiciaires conservaient évidemment l'accès à l'intégralité des données inscrites au casier judiciaire, et donc notamment aux peines de travail.

L'abrogation de l'article 594, al. 1^{er}, 4^o du Code d'instruction criminelle par l'article 204 de la loi du 21 décembre 2009 relative à la réforme de la cour d'assises⁴ a cependant eu pour conséquence indirecte que la condamnation à une peine de travail figurait désormais dans les extraits du casier judiciaire délivrés à des particuliers. Il s'agissait là malheureusement d'une inattention du législateur. La Cour constitutionnelle, saisie du problème, a annulé, par un arrêt n^o 137/2011 du 27 juillet 2011⁵, la disposition litigieuse de la loi relative à la réforme de la cour d'assises, eu égard au but poursuivi par le législateur qui, en ne permettant pas que la peine de travail figure sur les extraits de casier judiciaire délivré aux particuliers, souhaitait favoriser le reclassement social de la personne condamnée.

¹ Voy. Anvers, 11 mai 2005, *T. Straffr.*, 2005, liv. 6, p. 479 et note S. VANDROMME « Werkstraf en voorlopige hechtenis ».

² Voir v^o Casier judiciaire (C 90).

³ L'article 595, al. 1^{er}, 1^o renvoie en effet à l'article 594, al. 1^{er}, 4^o.

⁴ L'objectif poursuivi par cette disposition était d'éviter que des personnes précédemment condamnées à une peine de travail puissent siéger comme jurés.

⁵ Voy. en, particulier les points B.13 à B.20.2.

La loi du 7 février 2014 instaurant la surveillance électronique comme peine autonome a désormais rétabli l'ancien prescrit de l'article 594 alinéa 1^{er}, 4^o du Code d'instruction criminelle, de sorte que désormais tout est rentré dans l'ordre.

Concernant l'effacement de la peine de travail et la réhabilitation du condamné à cette peine, la loi du 17 avril 2002 n'a malheureusement rien prévu¹. L'on sait que l'effacement ne concerne que les condamnations à des peines de police à l'issue d'un délai de trois ans à compter de la décision définitive (art. 619 C.I.C.)². Est-ce à dire que la peine de travail de nature correctionnelle ne pourra jamais bénéficier de l'effacement automatique, aussi faible soit-elle ? C'est à craindre, jusqu'à une nouvelle modification législative. L'on observera cependant que cette situation n'est pas gravement préjudiciable au condamné dans la mesure où, comme on l'a vu, la peine de travail ne fait pas obstacle à la délivrance d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs. Toutefois, il n'en reste pas moins que là où le condamné à une peine d'emprisonnement ne dépassant pas un mois pour une des infractions visées à l'article 627 du Code d'instruction criminelle ne doit plus nécessairement attendre un délai de dix ans depuis une précédente réhabilitation, le condamné à une peine de travail, même de peu d'importance, se verra contraint à respecter ce délai avant d'introduire une nouvelle demande de réhabilitation.

Enfin, la loi du 25 décembre 2016 modifiant le statut juridique des détenus et la surveillance des prisons et portant des dispositions diverses en matière de justice (« Pot-pourri IV »), en vigueur au 9 janvier 2017, a inséré un alinéa 3 dans l'article 1380 du Code Judiciaire, selon lequel : *« en vue de l'application de la directive 2005/36/ CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, le ministère public communique d'office une copie de la condamnation pénale à l'autorité disciplinaire ou administrative dont relève la personne condamnée qui exerce une profession réglementée au sens de la directive. Cette communication a lieu dès que la condamnation est coulée en force de chose jugée. Le ministère public apprécie, dans le même sens, la nécessité de communiquer à l'autorité disciplinaire ou administrative compétente des informations relatives à une enquête ou à des poursuites en cours à l'encontre d'une personne qui exerce une profession réglementée au sens de la directive. Si un juge d'instruction est saisi de l'affaire, le ministère public ne communique des informations à l'autorité disciplinaire ou administrative qu'après avoir recueilli l'avis du juge d'instruction. »*

¹ Voir v^o Extinction des peines (E 200).

² Les condamnations à des peines d'emprisonnement correctionnel de six mois au plus, les condamnations à des peines d'amende correctionnelles ne dépassant pas 500 EUR ainsi que l'ensemble des peines d'amendes infligées en vertu des lois coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1969 relatives à la police de la circulation routière qui faisaient, par le passé, l'objet d'un effacement automatique, doivent dorénavant emprunter le chemin de la réhabilitation ; les conditions en sont toutefois facilitées par l'article 621, alinéa 2 du Code d'instruction criminelle pour certaines d'entre elles (voir l'article 627).

7. L'application de la loi dans le temps

Comme on l'a relevé, la plupart des dispositions de la loi sont entrées en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, soit le 7 mai 2002.

Cependant, les articles de la loi faisant disparaître les travaux d'intérêt général de la médiation pénale et de la probation ont reçu une mise à exécution progressive en vertu de l'article 393 de la loi-programme du 22 décembre 2003¹.

Le prononcé de pareilles mesures n'a plus été possible à partir du 1^{er} mai 2004, alors que la mise à exécution des travaux d'intérêt général prononcés antérieurement peut être poursuivie jusqu'au 1^{er} mai 2005.

À côté des questions d'entrée en vigueur de la loi s'est posée la question de savoir si une peine de travail pouvait sanctionner des faits commis antérieurement à cette entrée en vigueur². Il a été vite acquis que si la peine de travail se substituait à une peine d'emprisonnement, cela était possible, la peine de travail étant considérée comme moins sévère que cette dernière. Si une peine de travail est envisagée pour des faits punissables d'une peine d'emprisonnement *ou* d'amende, il est admis que le juge puisse la prononcer pour autant qu'il laisse apparaître qu'à défaut de prononcer une peine de travail, il aurait opté pour une peine d'emprisonnement (et non d'amende). Si les faits sont punissables d'un emprisonnement *et* d'une peine d'amende, le juge peut prononcer une peine de travail et une amende. Reste l'hypothèse des faits punissables d'une amende seule, comme cela se vérifie souvent, notamment en matière de roulage : si, dans un premier temps, la peine de travail a été considérée par la jurisprudence³, comme étant plus sévère que la peine d'amende, avec pour conséquence qu'il n'est alors pas possible de la prononcer pour des faits commis avant l'entrée en vigueur de la loi, quel que soit d'ailleurs le sentiment du prévenu quant à la gravité respective des peines ; la jurisprudence s'est depuis lors prononcée en sens contraire à plusieurs reprises, estimant que la peine de travail étant consentie par le prévenu tandis que la peine d'amende était quant à elle infligée au prévenu⁴.

¹ M.B., 31 décembre 2003.

² Sur cette question, voir O. MICHIELS et S. DERRE, « Le point sur la peine de travail », dans *Actualités de droit pénal et de procédure pénale*, Formation permanente C.U.P., vol. 69, 02/2004, pp. 165 et 166 et les références citées.

³ Voy. en ce sens Cass., 11 octobre 2005, P.05.0988.N, *T. Strafr.*, 2006, liv. 1, p. 24 et note ; Cass., 28 février 2007, P.06.1472.F, *Rev. dr. pén.*, 2007, p. 765. Voy. également S. DERRE, « La hiérarchie des peines. Ou quand l'évolution des éléments à classer rend désuets les critères de classement », *Rev. dr. pén.*, 2006, p. 141.

⁴ Voy. Cass. 27 juin 2007, P.07.0176. F., *T. Strafr.*, 2008, p. 42 ; C. const., 11 janvier 2007, n° 4/2007 ; Cass., 20 juin 2007, P.07.0176.F, *T. Strafr.*, 2008, liv. 1^{er}, p. 42 et note ; Cass., 26 septembre 2007, P.07.0417.F. ; C. const., 28 novembre 2007, n° 147/2007, *Rev. dr. pén.*, 2008, p. 408 et note F.C., « L'échelon de la peine de travail. Historique et synthèse très partielle ».

On peut donc établir la hiérarchie suivante dans les peines, en commençant par la plus sévère : la réclusion, l'emprisonnement, la peine d'amende et la peine de travail.

C'est cette échelle des peines qui permettra également au juge de savoir quelle peine il peut prononcer sur opposition ou appel du prévenu, sachant qu'il ne peut aggraver sa situation¹.

8. Bibliographie sommaire

J.-F. CAUCHIE, *Peines de travail. Justice pénale et innovation*, Bruxelles, Larcier, 2009.

A. DE NAUW, K. KUTY, « Examen de jurisprudence (2008-2014) – Droit pénal général (seconde partie) », *R.C.J.B.*, 2015/4, pp. 415-453.

P. DE LE COURT, « La peine de travail : un chantier », *Rev. dr. pén.*, 2004, pp. 5 et s.

M. DE RUE et I. WATTIER, « Une nouvelle peine correctionnelle et de police dans le Code pénal : la peine de travail », *J.D.J.*, 2002, n° 220, pp. 12 et s.

P. FERREIRA MARUM (sous la direction d'A. DEVOS), « La peine de travail au quotidien », in A. MASSET (dir.), *L'exécution des condamnations pénales*, Commission Université-Palais (C.U.P.), vol. 101, Liège, Anthemis, 2008, pp. 245-324.

Ch. GUILLAIN, « La peine de travail, peine autonome ? – Analyse de la loi du 17 avril 2002 instaurant la peine de travail comme peine autonome en matière correctionnelle et de police », *J.T.*, 2002, pp. 641 et s.

C. GUILLAIN, F. VANSILIETTE, « Chapitre III – Les peines alternatives à l'emprisonnement après 'pot-pourri II' : entre désir de punitivité et souci d'amendement », *La loi pot-pourri II*, Bruxelles, Éditions Larcier, 2017, pp. 39-80.

A. JACOBS, « Inédits de droit pénal – La peine de travail », *J.L.M.B.*, 2003, pp. 48 et s.

A. JACOBS et M. DANTINNE, « La peine de travail – Commentaire de la loi du 17 avril 2002 », *Rev. dr. pén.*, 2002, pp. 815 et s.

A. JACOBS et M. DANTINNE, « Les peines prononcées par le tribunal de police : acquis et nouveautés », in *Le Tribunal de police en mouvement*, actes du colloque organisé par l'Université de Liège et la Conférence libre du Jeune Barreau de Liège le 31 mai 2002, éd. Jeune Barreau de Liège, pp. 175 à 253, spéc. pp. 215 et s.

¹ Sous réserve d'un appel concomitant du parquet.

A. JONCKHEERE, « L'activité des commissions de probation dans le cadre de l'exécution des peines », *Rev. dr. pén.*, 2016/12, pp. 1304-1323.

F. KUTY, *Principes généraux du droit pénal belge – Tome IV : la peine*, Bruxelles, Larcier, 2017, pp. 176-207.

J.-F. MAROT, « La peine de travail », *J.J.P.*, 2003, liv. 10, pp. 433-441.

M. MONS DELLE ROCHE, « La politique des sanctions en matière de sécurité routière : punir ou former ? », *R.F.D.L.*, 2009, pp. 141-152.

Th. PAPART, « Tribunal de police et peine de travail : la loi du 17 avril 2002 », *J.J.P.*, 2002, pp. 487 et s.

P. REYNAERT, « Pourquoi tant de peines ? La peine de travail ou les métastases de la pénalité alternative », in A. MASSET et Ph. TRAEST (dir.), *L'exécution des peines*, Coll. Les dossiers de la Rev. dr. pén., n° 13, Bruxelles, La Charte, 2006, pp. 339-389.

M. ROZIE, « De werkstraf als nieuwe hoofdstraf », *Strafrecht van nu en straks*, éd. La Charte, 2003, pp. 157 et s.

T. VANDER BEKEN et A. FLAVEAU, « Hard Labeur – Een eerste analyse van de Wet van 17 april 2002 tot invoering van de werkstraf als autonome straf in correctionele zaken en in politiezaken », *T. Strafr.*, 2002, pp. 241 et s.